



**Texte du projet de résolutions de
l'Assemblée générale mixte du 30
juillet 2026**

Assemblée générale ordinaire

Résolution 1 : Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2026 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les comptes sociaux de la Société au 31 mars 2026 faisant apparaître un résultat net de 44 461 379,56 €.

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 mars 2026 faisant ressortir un résultat net comptable de 44 461 379,56 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 dudit code qui s'est élevé à 4 797 € ainsi que l'impôt théorique à raison de ces dépenses et charges, soit 1 239 €.

Résolution 2 : Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2026

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les comptes consolidés de la Société au 31 mars 2026 faisant apparaître un résultat net (part du groupe) de 81 993 714,23 €.

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 mars 2026 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant ressortir un résultat (part du groupe) de 81 993 714,23 €.

Résolution 3 : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2026 ; fixation du dividende et de sa date de mise en paiement

Résumé de la résolution :

Objet : Affecter le résultat de 44 461 379,56 € et distribuer un dividende de 12 276 982,00 €, soit 0,50 € par action ayant droit aux dividendes.

Date de détachement : 5 août 2026.

Date de mise en paiement : 7 août 2026.

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires décide l'affectation suivante du bénéfice distribuable de 372 215 237,40 €, proposée par le Conseil d'administration

Origine

Résultat net de l'exercice	44 461 379,56 €
Report à nouveau	327 753 857,84 €
Bénéfice distribuable	372 215 237,40 €

Affectation

Réserve légale	- € ⁽¹⁾
Autres réserves	- €
Dividendes	12 276 982,00 €
Report à nouveau	359 938 255,40 €

⁽¹⁾ Le montant de la réserve légale ayant atteint le seuil de 10% du capital social.

En conséquence, le dividende par action ouvrant droit à dividende s'élève à 0,50 €.

Si au moment de la mise en paiement du dividende, le nombre d'actions variait, le montant global du dividende serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte report à nouveau serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Le dividende dont la distribution est décidée sera détaché le 5 août 2026 et mis en paiement le 7 août 2026.

Le dividende versé aux résidents fiscaux français personnes physiques est soumis de plein droit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire au taux global de 31,4% (12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 18,6% au titre des prélèvements sociaux) conformément à l'article 200 A du Code général des impôts. Toutefois, sur option expresse et irrévocable du contribuable, le dividende peut être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu et sera, ainsi, éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158, 3.2° du Code général des impôts. Cette option doit être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et est globale. Elle porte ainsi sur l'ensemble des revenus entrant de plein droit dans le champ d'application du PFU.

Ce dividende restera soumis aux prélèvements sociaux au taux de 18,6% et, en cas d'option pour l'application du barème progressif, le contribuable disposera de la possibilité de déduire de son revenu global, une quote-part de la CSG appliquée aux dividendes (à hauteur de 6,8%). Enfin, les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède certains seuils seront également soumis, d'une part, à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus au taux, selon les cas de 3% ou 4%, conformément à l'article 223 sexies du Code général des impôts (CGI) et éventuellement, d'autre part, à la contribution différentielle sur les hauts revenus prévue par l'article 224 du CGI. Ces régimes ne sont pas applicables aux actionnaires personnes morales.

Les actionnaires non-résidents fiscaux français sont invités à étudier leur situation fiscale particulière afin, notamment, de prendre en considération le régime d'imposition applicable en France, dans leur pays de résidence fiscale et les règles prévues par la convention fiscale signée, le cas échéant, entre la France et leur Etat de résidence fiscale.

Conformément à la loi, il est également rappelé que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions pour le paiement des dividendes ⁽¹⁾	Dividende par action ⁽²⁾	Quote-part du dividende éligible à l'abattement fiscal de 40% ⁽³⁾
2024/25	24 553 901	0,46€	100%
2023/24	24 683 468	0,38€	100%
2022/23	19 981 237	0,38€	100%

⁽¹⁾ Après déduction des actions auto-détenues

⁽²⁾ Avant prélèvements fiscaux et sociaux

⁽³⁾ La Société n'a pas distribué de revenus non éligibles à l'abattement

Résolution 4 : Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – constat de l'absence de convention nouvelle

Résumé de la résolution :

Objet : Prendre acte qu'aucune nouvelle convention réglementée visée à l'article L225-38 du Code de commerce n'a été autorisée, conclue ou souscrite au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026.

Prendre acte des informations relatives à la seule convention antérieurement approuvée et qui a continué à produire ses effets au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026, laquelle a donné lieu à l'établissement d'un rapport spécial des commissaires aux comptes.

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en exécution de l'article L.225-40 du Code de commerce :

- prend acte qu'aucune nouvelle convention réglementée visée à l'article L225-38 du Code de commerce n'a été autorisée, conclue ou souscrite au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 ;
- prend acte des informations relatives à la convention antérieurement approuvée et qui a continué à produire ses effets au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026.

Résolution 5 : Renouvellement de la société FDCH en qualité d'administrateur de la Société

Résumé de la résolution :

Objet : Renouveler la société FDCH en qualité d'administrateur de la Société.

Durée du mandat : 4 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'administrateur de la société FDCH arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée générale, décide de renouveler son mandat pour une durée de quatre ans, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

La société FDCH a déclaré accepter ce renouvellement et n'être frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Résolution 6 : Renouvellement de Monsieur Pascal Imbert en qualité d'administrateur de la Société

Résumé de la résolution :

Objet : *Renouveler Monsieur Pascal Imbert en qualité d'administrateur de la Société.*

Durée du mandat : 4 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Pascal Imbert arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée générale, décide de renouveler son mandat pour une durée de quatre ans, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

Monsieur Pascal Imbert a déclaré accepter ce renouvellement et n'être frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Résolution 7 : Nomination de Monsieur James Maidment en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires

Résumé de la résolution :

Objet : *Nommer, sous la condition suspensive que la résolution 8 recueille moins de voix que la présente résolution et sur proposition du conseil de surveillance du FCPE Wavestone Actions et du FCPE Wavestone Shares, Monsieur James Maidment en qualité d'administrateur de la Société représentant les salariés actionnaires.*

Durée du mandat : 4 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

Rappel :

Le mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires de Monsieur Pierre ALLARD arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

Deux candidatures d'administrateurs représentant les salariés actionnaires sont présentées (7ème et 8ème résolutions).

Dans la mesure où un seul membre représentant les salariés actionnaires doit être désigné, le Conseil d'Administration invite les actionnaires à adopter uniquement l'une de ces résolutions. Par conséquent, le Conseil d'Administration invite les actionnaires qui voteront favorablement à la 7ème résolution à rejeter la 8ème résolution et invitent ceux qui voteront favorablement à la 8ème résolution à rejeter la 7ème résolution.

Le Conseil d'Administration attire l'attention des actionnaires sur le fait que la société est soumise aux règles de parité prévues aux articles L.225-18-1 et L.22-10-3 du Code de commerce, à savoir la proportion des membres du conseil de chaque sexe ne peut être inférieure à 40% (lorsque le conseil est composé de plus de huit membres).

Compte-tenu des règles de parité applicables au Conseil d'Administration, si l'assemblée nomme aux fonctions d'administrateur représentant les salariés actionnaires le candidat féminin, sous réserve du renouvellement de la société FDCH (dont le représentant permanent est une femme) et compte-tenu de la démission de Monsieur Raphael VIVIER, le conseil serait alors composé à l'issue de l'assemblée de 9 membres (hors administrateurs représentant les salariés) : 6 femmes, et 3

hommes, ce qui nécessiterait de prendre des mesures pour se mettre en conformité avec les règles de composition du Conseil d'administration. Si l'assemblée nomme le candidat masculin, le conseil serait à l'issue de l'assemblée régulièrement composé au regard des règles de parité.

Les actionnaires sont donc encouragés à voter en faveur du candidat masculin afin de respecter les exigences de parité hommes-femmes.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, sous la condition suspensive que la 8^e résolution recueille moins de voix que la présente résolution, nomme, sur proposition des conseils de surveillance du FCPE Wavestone Actions et du FCPE Wavestone Shares, Monsieur James Maidment en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

Résolution 8 : Nomination de Madame Caroline de Bardy en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires

Résumé de la résolution :

Objet : *Nommer, sous la condition suspensive que la présente résolution recueille davantage de voix que la 7^e résolutions et sur proposition des actionnaires détenant à titre personnel des actions Wavestone dans les conditions de l'article L.225-102 du Code de commerce, Madame Caroline de Bardy en qualité d'administrateur de la Société représentant les salariés actionnaires.*

Durée du mandat : 4 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

Rappel :

Le mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires de Monsieur Pierre ALLARD arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée générale.

Deux candidatures d'administrateurs représentant les salariés actionnaires sont présentées (7^{ème} et 8^{ème} résolutions).

Dans la mesure où un seul membre représentant les salariés actionnaires doit être désigné, le Conseil d'Administration invite les actionnaires à adopter uniquement l'une de ces résolutions. Par conséquent, le Conseil d'Administration invite les actionnaires qui voteront favorablement à la 7^{ème} résolution à rejeter la 8^{ème} résolution et invitent ceux qui voteront favorablement à la 8^{ème} résolution à rejeter la 7^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration attire l'attention des actionnaires sur le fait que la société est soumise aux règles de parité prévues aux articles L.225-18-1 et L.22-10-3 du Code de commerce, à savoir la proportion des membres du conseil de chaque sexe ne peut être inférieure à 40% (lorsque le conseil est composé de plus de huit membres).

Compte-tenu des règles de parité applicables au Conseil d'Administration, si l'assemblée nomme aux fonctions d'administrateur représentant les salariés actionnaires le candidat féminin, sous réserve du renouvellement de la société FDCH (dont le représentant permanent est une femme) et, compte-tenu de la démission de Monsieur Raphael VIVIER, le conseil serait alors composé à l'issue de l'assemblée de 9 membres (hors administrateurs représentant les salariés) : 6 femmes, et 3 hommes, ce qui nécessiterait de prendre des mesures pour se mettre en conformité avec les

règles de composition du Conseil d'administration. Si l'assemblée nomme le candidat masculin, le conseil serait à l'issue de l'assemblée régulièrement composé au regard des règles de parité.

Les actionnaires sont donc encouragés à voter en faveur du candidat masculin afin de respecter les exigences de parité hommes-femmes.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, sous la condition suspensive que la présente résolution recueille davantage de voix que la 7ème résolution, nomme, sur proposition des actionnaires détenant à titre personnel des actions Wavestone dans les conditions de l'article L.225-102 du Code de commerce, Madame Caroline de Bardy en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2030.

Résolution 9 : Renouvellement de Forvis Mazars, en qualité de commissaire aux comptes en charge de la certification des comptes

Résumé de la résolution :

Objet : *Renouveler Forvis Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de la certification des comptes.*

Durée du mandat : 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2032.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Forvis Mazars arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée générale, décide de renouveler Forvis Mazars aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire en charge de la mission de certification des comptes, pour une durée de six exercices venant à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2032.

Résolution 10 : Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Résumé de la résolution :

Objet : *Approuver les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives aux rémunérations versées ou attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 à chaque mandataire social (Président Directeur Général, Directeurs Généraux Délégués et Administrateurs) et présentées au sein du rapport sur le gouvernement d'entreprise conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 I. du Code de commerce.*

Ces informations contiennent notamment le détail de la rémunération pour chaque mandataire social en ce compris le détail par administrateur, des éléments permettant de faire le lien entre la rémunération du Président Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et la performance de la Société ainsi que la communication de ratios de rémunération par comparaison avec les rémunérations moyenne et médiane au sein de la Société.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphes 2.2.3 et 2.2.4, approuve en application de l'article L.22-10-34 I. du Code de

commerce, les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, telles que présentées dans le rapport précité.

Résolution 11 : Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Pascal Imbert, Président Directeur général

Résumé de la résolution :

Objet : *Approuver les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et autres avantages versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Pascal Imbert, Président Directeur général.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.4, approuve en application de l'article L.22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments de la rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Pascal Imbert, Président Directeur général, tels que présentés dans le rapport précité.

Résolution 12 : Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué

Résumé de la résolution :

Objet : *Approuver les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et autres avantages versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.4, approuve en application de l'article L.22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments de la rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport précité.

Résolution 13 : Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Karsten Höppner, Directeur Général Délégué

Résumé de la résolution :

Objet : *Approuver les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et autres avantages versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Karsten Höppner, Directeur général délégué.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.4, approuve en application de l'article L.22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments de la rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2026 à Monsieur Karsten Höppner, Directeur général délégué, tels que présentés dans le rapport précité.

Résolution 14 : Approbation de la politique de rémunération de Monsieur Pascal Imbert, Président Directeur général

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les éléments de la politique de rémunération de Monsieur Pascal Imbert, Président Directeur général.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, approuve la politique de rémunération de Monsieur Pascal Imbert pour ses fonctions de Président Directeur général telle que présentée dans le rapport précité.

Résolution 15 : Approbation de la politique de rémunération de Monsieur Karsten Höppner, Directeur général délégué

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les éléments de la politique de rémunération de Monsieur Karsten Höppner, Directeur général délégué.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, approuve la politique de rémunération de Monsieur Karsten Höppner, Directeur général délégué, telle que présentée dans le rapport précité.

Résolution 16 : Approbation de la politique de rémunération de Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les éléments de la politique de rémunération de Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de succession de la Direction générale, Patrick Hirigoyen mettra un terme à son mandat social le 31 juillet 2026. Sa rémunération au titre de son mandat de Directeur général délégué sera versée prorata temporis au titre de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, approuve la politique de rémunération de Monsieur Patrick Hirigoyen, Directeur général délégué, jusqu'au 31 juillet 2026 telle que présentée dans le rapport précité.

Résolution 17 : Approbation de la politique de rémunération de Monsieur Benoît Darde, Directeur général délégué

Résumé de la résolution :

Objet : Approuver les éléments de la politique de rémunération de Monsieur Benoît Darde, Directeur général délégué.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de succession de la Direction générale, Benoît Darde sera nommé Directeur général délégué à compter du 1^{er} août 2026. Sa rémunération au titre de son mandat de Directeur général délégué sera versée prorata temporis au titre de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, approuve la politique de rémunération de Monsieur Benoît Darde, Directeur général délégué, à compter du 1er août 2026, telle que présentée dans le rapport précité.

Résolution 18 : Détermination de la somme fixe annuelle allouée aux administrateurs

Résumé de la résolution :

Objet : *Fixer le montant global annuel des sommes allouées aux administrateurs à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2026 à 392 994 €.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, décide de fixer, à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2026, le montant de la somme fixe annuelle que la Société peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à 392 994 €, tel que présenté dans le rapport précité, et ce jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par l'Assemblée générale.

Résolution 19 : Approbation de la politique de rémunération des administrateurs

Résumé de la résolution :

Objet : *Approuver les éléments de la politique de rémunération des administrateurs.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, paragraphe 2.2.5, approuve la politique de rémunération des administrateurs de la Société, telle que présentée dans le rapport précité.

Résolution 20 : Autorisation à donner au Conseil d'administration pour intervenir sur les actions de la Société

Résumé de la résolution :

Objet : *Autoriser votre Conseil d'administration à faire acheter par la Société ses propres actions, sauf en période d'offre publique initiée par un tiers. Le prix maximum d'achat, déterminé selon la même formule que les exercices précédents, est fixé à 118 € (hors frais) dans le cadre de l'animation du marché des titres Wavestone pour en favoriser la liquidité et 89 € (hors frais) dans les autres cas. Le nombre maximum d'achat est limité à 10% du capital social, sous déduction des actions déjà détenues, dont 5% dans le cadre des engagements pris en faveur de l'actionnariat des salariés et/ou des mandataires sociaux (plans d'attribution gratuite d'actions).*

La Société pourrait acheter ses propres actions en vue de :

- *leur annulation par voie de réduction de capital ;*
- *honorer des obligations liées à l'émission de titres donnant accès au capital ;*
- *leur attribution ou leur cession dans le cadre d'opérations d'actionnariat des salariés et des mandataires sociaux de la Société et de son groupe ;*
- *leur conservation et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,*

- *l'animation du marché des titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité, conclu avec un prestataire de services d'investissement conforme à la pratique admise par la réglementation ;*
- *mettre en œuvre toute pratique de marché ou tout objectif qui viendraient à être admis par la loi ou par les autorités de marché compétentes.*

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris en tout ou partie, par l'acquisition, la cession ou le transfert de blocs d'actions. Ces moyens incluent, le cas échéant, l'utilisation de tous instruments financiers et produits dérivés.

La durée de validité de cette autorisation serait de 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration avec faculté de délégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à faire acheter par la Société ses propres actions, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, et notamment dans le respect des conditions et obligations posées par les articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce.

Cette autorisation pourra être utilisée par le Conseil d'administration pour les objectifs suivants :

- animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation ;
- honorer des obligations liées à l'émission de titres donnant accès au capital ;
- attribuer ou céder, selon le cas, des actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés et/ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, de tout plan d'actionnariat, de la mise en œuvre de tout plan d'épargne entreprises ou interentreprises, de la mise en œuvre et de la couverture de tout plan d'options d'achat d'actions et de tout plan d'attribution gratuite d'actions ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- mettre en œuvre toute pratique de marché ou tout objectif qui viendrait à être admis par la loi ou la réglementation en vigueur ou encore l'AMF au titre des programmes de rachat d'actions et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur au titre de ces programmes.

L'Assemblée générale décide que :

- l'acquisition, la cession, l'échange ou le transfert des actions pourront être effectués par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen, ou en utilisant, le

cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre (étant toutefois précisé que ce rachat de bloc ne pourra intervenir auprès d'un actionnaire de référence que si ce dernier offre une ou plusieurs contreparties comme par exemple une décote sur la valorisation des titres rachetés). Ces opérations pourront être réalisées à tout moment, à l'exception des périodes d'offre publique initiée par un tiers (sauf s'il s'agit d'interventions en période d'offre strictement limitées à la satisfaction d'engagements de livraisons de titres) ;

- le nombre maximum d'actions dont la Société pourra faire l'acquisition au titre de la présente résolution ne devra pas dépasser la limite de 10% du capital social, fixée par l'article L.22-10-62 du Code de commerce et ne pourra conduire la société à détenir plus de 10% du capital social, en ce compris les actions achetées dans le cadre d'autorisations d'achats précédemment accordées par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, étant précisé que (i) le nombre maximum d'actions acquises dans le cadre des engagements pris en faveur de l'actionnariat des salariés et/ou des mandataire sociaux sera de 5% du capital social et (ii) qu'en cas d'actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions prises en compte pour le calcul de la limite de 10% du capital social mentionné ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la présente autorisation ;
- le prix maximum d'achat par action, déterminé selon la même formule que les exercices précédents, est (i) d'une part, de 118 € (hors frais d'acquisition) dans le cadre de l'animation du marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité et (ii) d'autre part, de 89 € (hors frais d'acquisition) pour toutes les autres autorisations données au Conseil d'Administration, selon le cas, étant précisé qu'en cas d'opération sur le capital de la Société, et notamment en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement d'actions, le prix et le nombre d'actions ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération, et, le nombre d'actions composant le capital après l'opération ;
- le montant maximal des fonds destinés à l'achat des actions de la Société ne pourra dépasser 293 894 718 €, sous réserve des réserves disponibles ;
- la présente autorisation met fin à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale mixte du 29 juillet 2025. Elle est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de ce jour.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour réaliser et pour mettre en œuvre le programme de rachat d'actions, et notamment afin :

- de procéder au lancement effectif du présent programme de rachat d'actions et à sa mise en œuvre ;
- dans les limites ci-dessus fixées, de passer tous ordres en bourse ou hors marché selon les modalités édictées par la réglementation en vigueur ;
- d'ajuster les prix d'achat des actions pour tenir compte de l'incidence des opérations susvisées sur la valeur de l'action ;
- de conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;

- d'assurer une parfaite traçabilité des flux ;
- d'effectuer toutes déclarations et formalités auprès de tous organismes, et notamment auprès de l'AMF, dans le cadre de la réglementation en vigueur et de remplir ou faire remplir par le service titres les registres visés aux articles L.225-211 et R.225-160 du Code de commerce ;
- de remplir toutes autres formalités, et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire ;
- prendre acte que le comité social et économique sera informé, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-62 alinéa 1er du Code de commerce, de l'adoption de la présente résolution ;
- prendre acte que les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée générale annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

[Assemblée générale extraordinaire](#)

[Résolution 21 : Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues.](#)

Résumé de la résolution :

Objet : *Autoriser votre Conseil d'administration à annuler des actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée au titre de la résolution 20, sauf en période d'offre publique initiée par un tiers et dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social de la Société.*

L'annulation par la Société de ses propres actions peut répondre à divers objectifs financiers comme, par exemple, une gestion active du capital, l'optimisation du bilan ou encore la compensation de la dilution résultant d'une augmentation de capital.

La durée de validité de cette autorisation de 24 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Autorise le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, à annuler en une ou plusieurs fois les actions que la Société détient ou les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 20ème résolution de la présente Assemblée ou toute résolution ayant le même objet, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de vingt-quatre (24) mois, hors périodes d'offre publique initiée par un tiers, et réduire corrélativement le capital social, étant rappelé que cette limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée générale.
- 3) Autorise le Conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

- 4) Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour procéder à cette ou ces opérations d'annulations d'actions et de réductions de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.
- 5) Décide que la présente autorisation est consentie au Conseil d'administration pour une période de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour.

Résolution 22 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration la compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par l'émission d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la Société ou à des titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, étant précisé qu'il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre. Les actionnaires auront, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible, et, si le Conseil d'administration le décide, à titre réductible, aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de cette résolution.*

Plafonds :

Augmentation de capital : 186 797 €, soit 30% du capital social actuel.

Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 80 000 000 €.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global fixé à la résolution 28.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et notamment des articles L.225-129-2, L.225-132, L.225-134, et des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger (soit en euros, soit en toute autre monnaie), une ou plusieurs augmentations de capital, par voie d'émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions à émettre par la Société ou à des titres de créance et/ou des valeurs

mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.

- 3) Décide de fixer le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, à 186 797 € (soit 30% du capital social à ce jour) , montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social, sous réserve des dispositions de la 28^e résolution.
- 4) Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 80 000 000 € ou sa contre-valeur en devises étrangères, sous réserve des dispositions de la 28^{ème} résolution ; ce plafond est indépendant du montant de titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce (obligations simples).
- 5) Décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible, aux actions ordinaires à émettre et aux valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre par la Société. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre par la Société supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou des valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra, à son choix et dans l'ordre qu'il estimera opportun, faire usage des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce.

- 6) Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.
- 7) Décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation sera au moins égale à la valeur nominale des actions.
- 8) Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 9) Prend acte que la présente résolution emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
- 10) Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour :

- arrêter les conditions de la (ou des) augmentation(s) de capital et/ou de la (ou des) émission(s),
- déterminer le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières à émettre, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime dont la libération pourra, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission,
- déterminer les dates et modalités d'émission, la nature et la forme des titres à créer, qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et en particulier, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de titres de créance, leur taux d'intérêt, leur durée, leur prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime et les modalités d'amortissement,
- déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis,
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre sur le fondement de la présente résolution et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de la (ou des) émission(s),
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les titres émis ou à émettre,
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximal de trois mois,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières ouvrant droit à terme à des actions de la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables,
- à sa seule initiative, imputer les frais, charges et droits de la (ou des) augmentation(s) de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- déterminer les modalités selon lesquelles la Société aura la faculté, le cas échéant, d'acheter les bons de souscription, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, en vue de les annuler, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de capital sur présentation d'un bon,
- d'une manière générale, passer toutes conventions notamment pour assurer la bonne fin de la (ou des) opération(s) envisagée(s), prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

11) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 23 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription, et délai de priorité obligatoire dans le cadre d'une offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L411-2 du Code monétaire et financier)

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration la compétence, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L411-2 du Code monétaire et financier), avec suppression du droit préférentiel de souscription, par l'émission d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions à émettre de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, étant précisé qu'il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.*

Droit de priorité de souscription des actionnaires de cinq jours minimum obligatoire.

Plafonds :

Augmentation de capital : 124 532 €, soit 20% du capital social actuel. Ce plafond constitue un sous-plafond global pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription visé par les résolutions 23, 24, 25 et 26 tel que mentionné à la 28^e résolution.

Prix d'émission des actions : un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.

Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 30 000 000 €.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global fixé à la résolution 28.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et notamment de l'article L.225-129-2, L.225-134, L.225-135, L.225-136, aux articles L.22-10-51, et aux articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger (soit en euros, soit en toute autre monnaie), une ou plusieurs augmentations de capital, dans le cadre d'offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L411-2 du Code monétaire et financier), par voie d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions à émettre par la Société ou à des titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.

- 3) Décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 124 532 € (soit 20 % du capital social à ce jour), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social. Ce plafond constitue un sous-plafond global pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription visé par les 23ème, 24ème, 25ème et 26ème résolutions tel que mentionné à la 28ème résolution. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond fixé à la 28ème résolution.
- 4) Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 30 000 000 € ou sa contre-valeur en devises étrangères, ce montant nominal s'imputera sur le plafond fixé à la 28ème résolution ; ce plafond étant indépendant du montant de titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce.
- 5) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant entendu que le Conseil d'administration aura l'obligation de conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité (Droit de Priorité), pendant un délai qui ne saurait être inférieur à cinq jours . Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible.
- 6) Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre .
- 7) Prend acte que la présente résolution emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
- 8) Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra, à son choix dans l'ordre qu'il estimera opportun, faire usage des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce.
- 9) Décide que le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5% après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance.
- 10) Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour :
 - arrêter les conditions de la (ou des) augmentation(s) de capital et/ou de la (ou des) émission(s),

- déterminer le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières à émettre, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime dont la libération pourra, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission,
- déterminer les dates et les modalités d'émission, la nature et la forme des titres à créer, qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et en particulier, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de titres de créances, leur taux d'intérêt, leur durée, leur prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime et les modalités d'amortissement,
- déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis,
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de la (ou des) émission(s),
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les titres émis ou à émettre,
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximal de trois mois,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières ouvrant droit à terme à des actions de la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables,
- à sa seule initiative, imputer les frais, charges et droits de la (ou des) augmentation(s) de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- déterminer les modalités selon lesquelles la Société aura la faculté, le cas échéant, d'acheter les bons de souscription, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, en vue de les annuler, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de capital sur présentation d'un bon,
- d'une manière générale, passer toutes conventions notamment pour assurer la bonne fin de la (ou des) opération(s) envisagée(s), prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de chaque augmentation de capital, procéder aux modifications corrélatives des statuts, et généralement faire le nécessaire.

11) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 24 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'un placement privé (offres visées au 1 de l'article L411-2 du Code monétaire et financier)

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration la compétence, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par placement privé (offre visées au 1 de l'article L411-2 du Code monétaire et financier), avec suppression du droit préférentiel de souscription, par l'émission d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions à émettre de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, étant précisé qu'il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.*

Plafonds :

Augmentation de capital : 10% du capital social actuel. Ce plafond constitue un sous-plafond global pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription visé par les résolutions 24, 25 et 26 tel que mentionné à la 28^e résolution.

Prix d'émission des actions : un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%.

Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 30 000 000 €.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global et sur le sous plafond global sans droit préférentiel de souscription fixés à la résolution 28

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, et des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par émission, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en monnaies étrangères, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions à émettre par la Société ou à des titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.

- 3) Décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 10 % du capital social à ce jour, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social. Ce plafond constitue un sous-plafond global pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et sans droit de priorité visé par les 24^{ème}, 25^{ème} et 26^{ème} résolutions tel que mentionné à la 28^{ème} résolution. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond global et le sous plafond global sans droit préférentiel de souscription prévus à la 28^{ème} résolution.
- 4) Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 30 000 000 € ou sa contre-valeur en devises étrangères, ce montant nominal s'imputera sur le plafond fixé à la 28^{ème} résolution ; ce plafond étant indépendant du montant de titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce.
- 5) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.
- 6) Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 7) Prend acte que la présente résolution emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
- 8) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra, à son choix dans l'ordre qu'il estimera opportun, faire usage des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce.
- 9) Décide que le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5% après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance.
- 10) Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour :
 - arrêter les conditions de la (ou des) augmentation(s) de capital et/ou de la (ou des) émission(s),
 - déterminer le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières à émettre, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime dont la libération pourra, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission,

- déterminer les dates et les modalités d'émission, la nature et la forme des titres à créer, qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et en particulier, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de titres de créances, leur taux d'intérêt, leur durée, leur prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime et les modalités d'amortissement,
- déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis,
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de la (ou des) émission(s),
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les titres émis ou à émettre,
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximal de trois mois,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières ouvrant droit à terme à des actions de la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables,
- à sa seule initiative, imputer les frais, charges et droits de la (ou des) augmentation(s) de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- déterminer les modalités selon lesquelles la Société aura la faculté, le cas échéant, d'acheter les bons de souscription, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, en vue de les annuler, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de capital sur présentation d'un bon,
- d'une manière générale, passer toutes conventions notamment pour assurer la bonne fin de la (ou des) opération(s) envisagée(s), prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de chaque augmentation de capital, procéder aux modifications corrélatives des statuts, et généralement faire le nécessaire,

11) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 25 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance dans la limite de 10 %, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières de sociétés tierces en dehors d'une OPE.

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le capital, sur le rapport du Commissaire aux apports, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la*

Société et constitués des actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en dehors du cas d'une offre publique d'échange initiée par la Société.

L'enjeu de cette résolution est de faciliter la réalisation par la Société d'opérations d'acquisition ou de rapprochement avec d'autres sociétés, sans avoir à payer un prix en numéraire.

Plafonds :

Augmentation de capital : 10% du capital social actuel.

Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 30 000 000 €.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global et les sous plafonds globaux prévus à la résolution 28.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

Il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants dont notamment l'article L.225-129-2 et des articles L.225-147 et L.228-92 du Code de commerce et l'article L.22-10-53 du Code de commerce :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, sur le rapport du Commissaire aux apports, l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires à émettre par la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces ou à des titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables.
- 3) Décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, est fixé à 10% du capital social existant à la date de la présente Assemblée générale, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond global et les sous plafonds globaux prévus à la 28ème résolution.
- 4) Décide que le montant nominal de la totalité des titres de créance qui seraient émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra excéder 30 000 000 € ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise ou en toute unité de compte à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus

du pair, s'il en était prévu. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond fixé à la 28ème résolution.

- 5) Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 6) Prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou valeurs mobilières auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente résolution pourront donner droit.
- 7) Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, en vue de mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour statuer, sur le rapport du Commissaire aux apports, sur l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers de fixer le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et, le cas échéant, procéder à tout ajustement de leurs valeurs, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apports et notamment sur le ou les frais entraînés par la réalisation des émissions, et, plus généralement faire le nécessaire.
- 8) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 26 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance dans la limite de 10 %, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières de sociétés tierces dans le cadre d'une OPE initiée par la Société

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le capital, sur le rapport du Commissaire aux apports, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués des actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'une OPE initiée par la Société.*

Plafonds :

Augmentation de capital : 10% du capital social actuel

Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 30 000 000 €.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global et les sous plafonds globaux prévus à la résolution 28.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

Il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants dont notamment l'article L.225-129-2 et l'article L.228-92 et l'article L.22-10-54 du Code de commerce :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration la compétence de décider l'émission d'actions de la Société, ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération de titres apportés à une offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société en France ou (selon les qualifications et règles locales) à l'étranger, sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L.22-10-54 du Code de commerce.
- 3) Décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates ou à terme de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 10% du montant du capital social à la date de la présente Assemblée générale. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond global et les sous plafond globaux prévus à la 28ème résolution.
- 4) Décide que le montant nominal de la totalité des titres de créance qui seraient émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra excéder 30 000 000 € ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise ou en toute unité de compte à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond fixé à la 28ème résolution.
- 5) Prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (i) aux actions et valeurs mobilières ainsi émises et (ii) aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.
- 6) Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre .
- 7) Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et notamment :
 - de fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution,
 - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser,

- de constater le nombre de titres apportés à l'échange,
 - de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions nouvelles et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société,
 - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables,
 - d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale,
 - à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant de la « prime d'apport » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation, et
 - de prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur le marché Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.
- 8) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 27 : Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social de la Société par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés adhérant à un Plan d'Epargne Entreprise et aux mandataires sociaux éligibles au Plan d'Epargne Entreprise.

Résumé de la résolution :

Objet : *Déléguer au Conseil d'administration la compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social de la Société en faveur des salariés adhérant à un Plan d'Epargne Entreprise et aux mandataires sociaux éligibles au Plan d'Epargne Entreprise.*

Plafonds :

Augmentation de capital : 5% du capital social au jour de la mise en œuvre de la présente délégation.

Les opérations s'imputeront sur le plafond global fixé à la résolution 28.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

Le prix de souscription ne pourra être inférieur de plus de 30% à la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ni supérieur à cette moyenne.

Le Conseil d'administration précise qu'il a actualisé sa recommandation pour ce qui concerne cette résolution par rapport aux années précédentes, et recommande désormais de voter POUR (au lieu de CONTRE précédemment).

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et des articles L.225-129-2 à L.225-129-6 et suivants et l'article L.225-138-1 et l'article L.228-92 du Code de commerce :

- 1) Délègue sa compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et/ou d'une entreprise du groupe, française ou étrangère, qui lui est liée au sens des articles L.225-180 du Code de commerce et L.3344-1 du Code du travail adhérents (i) à un Plan d'Epargne Entreprise et/ou (ii) un Plan d'Epargne Groupe, à concurrence de 5% du capital social au jour de la mise en œuvre de la présente délégation. Ce montant nominal s'imputera sur le plafond global prévu à la 28ème résolution.

A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

- 2) Décide de supprimer en faveur desdits bénéficiaires le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires nouvelles ou valeurs mobilières à émettre et aux actions et titres auxquels elles donneront droit, en application de la présente résolution, et de renoncer aux actions ordinaires et valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société qui seraient attribuées par application de la présente résolution.
- 3) Décide que le prix de souscription des nouvelles actions fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, lors de chaque émission, ne pourra être inférieur de plus de 30% à la moyenne des premiers cours cotés de l'action sur le marché Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne étant précisé que le Conseil d'administration pourra fixer une décote inférieure à cette décote maximale de 30%.
- 4) Décide en application de l'article L.3332-21 du Code du travail que le Conseil d'administration pourra procéder à l'attribution, à titre gratuit, d'actions ordinaires ou d'autres valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaires de la Société au titre de l'abondement, et/ou, le cas échéant, à titre de substitution de la décote, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de la décote et/ou de l'abondement ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires, et pourra décider en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfiques ou primes d'émission nécessaires à la libération desdites actions.
- 5) Autorise le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne salariale telles que prévues par l'article L.3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne salariale visés à la

présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant du plafond visé au paragraphe 1 ci-dessus.

- 6) Décide que les caractéristiques des émissions des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation.
- 7) L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment :
 - décider et fixer les modalités d'émission et d'attribution d'actions gratuites ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en application de la présente délégation,
 - décider le montant à émettre, le prix d'émission, les modalités de chaque émission,
 - arrêter les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription,
 - fixer, dans les limites légales, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération des actions et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
 - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ordinaires nouvelles et, le cas échéant, les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société porteront jouissance,
 - fixer les modalités et conditions des opérations qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et demander l'admission en bourse des titres créés partout où il avisera,
- 8) Le Conseil d'administration aura également, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, tous pouvoirs pour constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, procéder à la modification corrélative des statuts ; accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.
- 9) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 28 : Limitation globale des délégations.

Résumé de la résolution :

Objet :

i) fixation à 186 797 €, soit 30% du capital, le montant global des augmentations de capital social, susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de l'ensemble des délégations et autorisations conférées par les 22 à 27 qui précèdent, et les 18^e et 19^e résolutions de l'Assemblée générale mixte du 29 juillet 2025, chaque résolution ayant un sous-plafond étant inclus dans ce plafond global,

ii) fixation à 124 532 €, soit vingt pour cent (20%) du capital social à la date de la présente Assemblée générale (sous plafond global sans droit préférentiel de souscription), dans la limite du plafond global, le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates ou à terme susceptibles d'être réalisées sans droit préférentiel de souscription en vertu des délégations conférées au Conseil d'administration par les 23ème, 24ème, 25ème, et 26ème résolutions soumises à la présente Assemblée générale,

iii) fixation à 62 266 €, soit dix pour cent (10%) du capital social à la date de la présente Assemblée générale (sous plafond global sans droit préférentiel de souscription et sans droit de priorité) dans la limite du plafond global et du sous plafond global sans droit préférentiel de souscription, le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates ou à terme susceptibles d'être réalisées sans droit préférentiel de souscription et sans droit de priorité en vertu des délégations conférées au Conseil d'administration par les 24ème, 25ème, et 26ème résolutions soumises à la présente Assemblée générale et les 18ème et 19ème résolutions de l'Assemblée générale mixte du 29 juillet 2025,

ii) fixation à 80 000 000 € du montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par les 22 à 26 résolutions qui précèdent, chaque résolution ayant un sous plafond étant inclus dans ce plafond global.

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration décide :

- de fixer le montant nominal maximum cumulé des augmentations de capital social, immédiates ou à terme susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les 22ème à 27ème résolutions qui précèdent, et les 18° et 19° résolutions de l'Assemblée générale mixte du 29 juillet 2025, à 186 797 €, soit 30% du capital social à la date de la présente Assemblée générale (plafond global),
- de fixer, dans la limite du plafond global, le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates ou à terme susceptibles d'être réalisées sans droit préférentiel de souscription en vertu des délégations conférées au Conseil d'administration par les 23°, 24°, 25°, et 26° résolutions soumises à la présente Assemblée générale à 124 532 €, soit vingt pour cent (20%) du capital social à la date de la présente Assemblée générale (sous plafond global sans droit préférentiel de souscription) ;
- de fixer dans la limite du plafond global et du sous plafond global sans droit préférentiel de souscription, le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates ou à terme susceptibles d'être réalisées sans droit préférentiel de souscription et sans droit de priorité en vertu des délégations conférées au Conseil d'administration par les 24°, 25°, et 26° résolutions soumises à la présente Assemblée générale et les 18° et 19° résolutions de l'Assemblée générale mixte du 29 juillet 2025, à 62 266 €, soit dix pour cent (10%) du capital social à la date de la présente Assemblée générale (sous plafond global sans droit préférentiel de souscription et sans droit de priorité);
- qu'à ces montants s'ajouteront, éventuellement, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social ;

- de fixer à 80 000 000 €, ou à sa contre-valeur en devises étrangères, le montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations conférées par les 22^e à 26^e résolutions qui précèdent.

Résolution 29 : Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission ou d'apport.

Résumé de la résolution :

Objet : Déléguer au Conseil d'administration la compétence à l'effet d'augmenter le capital, dans la limite d'un montant nominal de 400 000 €, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale ou du pair des actions existantes, ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

La durée de validité de cette délégation serait de 26 mois à compter de l'Assemblée générale du 30 juillet 2026.

Il ne pourra être fait usage de cette délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux articles L.225-129 et suivants dont notamment l'article L.225-129-2 et l'article L.225-130 et l'article L.22-10-50 du Code de commerce :

- 1) Met fin, avec effet immédiat, à la délégation de compétence conférée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale mixte du 25 juillet 2024 ayant le même objet.
- 2) Délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, le capital social dans la limite d'un montant nominal maximum de 400 000 € par l'incorporation successive ou simultanée au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices ou prime d'émission, de fusion ou d'apport, à réaliser par création et attribution gratuite d'actions ordinaires ou par majoration du nominal ou du pair des titres de capital ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ; étant précisé que ce plafond sera augmenté du capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le plafond précité est indépendant et autonome de celui visé à la 28^{ème} résolution.

- 3) Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 4) L'Assemblée générale décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles, et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.
- 5) L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment de déterminer les dates et modalités des émissions, procéder à tout ajustement et à la préservation de tout droit, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, et plus généralement, prendre toutes dispositions pour en assurer la bonne fin, accomplir tous actes

et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

- 6) La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois, à compter de ce jour.

Résolution 30 : Modification de l'article 13 des statuts s'agissant des administrateurs représentant les salariés

Résumé de la résolution :

Objet : cette résolution est destinée à modifier l'article 13 paragraphe III « Administrateur représentant les salariés » des Statuts de la Société en ajoutant un alinéa suivant le troisième alinéa afin de préciser expressément que l'administrateur représentant les salariés actionnaires est exclu du calcul du seuil visé à l'article L225-27-1 II du Code de commerce, permettant de déterminer le nombre d'administrateur représentant les salariés devant figurer parmi les membres du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'ajouter un alinéa suivant le troisième alinéa du paragraphe III de l'article 13 des statuts, afin de préciser expressément que l'administrateur représentant les salariés actionnaires est exclu du calcul du seuil visé à l'article L225-27-1 II du Code de commerce, permettant de déterminer le nombre d'administrateur représentant les salariés devant figurer parmi les membres du Conseil d'administration, le reste de l'article demeurant inchangé :

« L'administrateur représentant les salariés actionnaires n'est pas pris en compte pour le calcul du seuil des administrateurs élus par l'Assemblée générale des actionnaires permettant de déterminer le nombre d'administrateurs représentant les salariés devant être désignés. »

Résolution 31 : Mise en harmonie des articles 23 et 24 des statuts s'agissant des modalités de convocation des actionnaires à l'Assemblée et de la date d'inscription en compte permettant de participer à l'Assemblée

Résumé de la résolution :

Objet : Cette résolution est destinée à mettre en harmonie le paragraphe 1 de l'article 23 des statuts avec les nouvelles dispositions de l'article R.225-63 du Code de commerce, telles que modifiées par le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 à compter du 1er juillet 2026 concernant la faculté de convoquer les actionnaires nominatifs par voie électronique.

Cette résolution est également destinée à mettre en harmonie l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 24 des Statuts avec les dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce, telles que modifiées par le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 s'agissant de la date d'inscription en compte permettant de participer à l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide :

- de mettre en harmonie, comme suit, le paragraphe 1 de l'article 23 des statuts afin de tenir compte des nouvelles dispositions de l'article R.225-63 du Code de commerce, telles que modifiées par le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 à compter du 1er juillet 2026 concernant la faculté de convoquer les actionnaires nominatifs par voie électronique ; le reste de l'article demeurant inchangé :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation ; il figure sur les avis et lettres de convocation.	1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation ; il figure sur les avis et les convocations.

- de mettre en harmonie, comme suit, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 24 des statuts avec les dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce, telles que modifiées par le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 s'agissant de la date d'inscription en compte permettant de participer à l'Assemblée générale, le reste de l'article demeurant inchangé :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les propriétaires d'actions nominatives à l'inscription en compte « nominatif pur » ou « nominatif administré », au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. - pour les propriétaires d'actions au porteur à l'inscription en compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire. - Une attestation pourra être également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. 	<p>Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les propriétaires d'actions nominatives à l'inscription en compte « nominatif pur » ou « nominatif administré », au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. - pour les propriétaires d'actions au porteur à l'inscription en compte au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire. - Une attestation pourra être également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

[Assemblée générale ordinaire](#)

Résolution 32 : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Résumé de la résolution :

Objet : *Cette résolution est destinée à conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités consécutives à la tenue de l'Assemblée générale.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les Assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un original du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.